UNE GOUVERNANCE ECONOMIQUE ET
FINANCIERE AU SERVICE DE LA CREATION DE
RICHESSSE ET DE L'AUTONOMIE DU PAYS

PROPOSITIONS DU CANDIDAT MOUSSA MARA

Le Mali, pendant cinquante ans, a vécu sous l'emprise des idées économiques et financières venues d'ailleurs. Il évolue dans un environnement régional qui se caractérise par l'application de recettes économiques importées et souvent non comprises et encore moins maîtrisées.

Notre pays a pu, depuis plusieurs années, mener une politique économique et financière en phase avec les critères macro économique de l'UEMOA et de la zone franc. Il accuse néanmoins une trop grande dépendance aux aléas climatiques avec les deux tiers de sa croissance économique liée à la pluviométrie.

Le budget du Mali accuse d'année en année des déficits couverts essentiellement par la solidarité internationale, ce qui limite les marges de manœuvre du pays et surtout le rend tributaire de décisions extérieures.

Notre politique économique et financière visera à jeter les bases d'un dispositif qui privilégiera la croissance économique, notamment celle provenant des acteurs nationaux et qui leur profitera d'autant plus facilement. Nous nous emploierons à convaincre nos partenaires de l'UEMOA et de la CEDEAO de cette nécessité pour obtenir que la croissance soit la priorité de nos politiques économiques et financières entraînant une nette inflexion de nos institutions financières vers cet objectif plutôt qu'une focalisation rigide sur l'inflation.

Notre politique économique se traduira par une libération des énergies, un soutien aux entrepreneurs, une stricte limitation des interventions de l'Etat dans l'activité économique, la promotion des économies locales, l'identification et le développement des gisements de croissance, la mobilisation des financements intérieurs vers le soutien aux secteurs économiques porteurs et les investissements économiques structurants.

Nous accompagnerons l'économie par une politique budgétaire respectant les normes internationales et communautaires et se situant dans une forte réduction de notre dépendance financière. Nous privilégierons une forte augmentation des ressources et une élimination de toutes les déperditions pour améliorer les moyens d'action des pouvoirs publics et faire entrer notre pays dans une phase d'aisance financière qui soutiendra mieux son essor socio économique.

I UNE POLITIQUE ECONOMIQUE RESPONSABLE MAIS AMBITIEUSE

11 CADRE MACRO ECONOMIQUE

Niveau National

- Processus de désendettement à enclencher : le stock de la dette sera de 23% du PIB en 2012, nous allons nous employer à le contenir dans la limite de 25% du PIB pendant tout le mandat en travaillant sur l'accroissement du PIB et sur le maintien du financement du déficit dans les limites souhaitables ;
- Tout endettement supplémentaire faisant sortir le stock de dette de la limite de 25% du PIB sera consenti avec le souci de générer de la croissance et donc d'assurer un effet de levier qui entraînera la contraction à court terme de la proportion de dette en rapport avec le PIB ;
- Nous tendrons vers une règle budgétaire à nous imposer et à faire adopter par nos partenaires de l'UEMOA : plafond de dette publique à 30% du PIB et plafond de déficit à 3% du PIB ;
- Le déficit du budget sera de 142 milliards de FCFA en 2012 soit 2,5% du PIB, notre objectif sera de le maintenir autour de 140 milliards de FCFA chaque année entraînant du coup une baisse en proportion du PIB et améliorant de manière significative les ratios de gestion budgétaire de notre pays avec à terme un ratio de 1% du PIB d'ici 2020 ;
- Une croissance à 5% en 2012, à 7% en 2013 et accroissement de un point chaque année, hors pétrole éventuel, pour amener le taux à deux chiffres en 2016 ;
- Un taux d'inflation sous contrôle sans que la baisse de l'inflation soit une priorité absolue ; priorité accordée au pouvoir d'achat dans les campagnes ;
- Mettre en place un dispositif qui assure l'égalité des citoyens devant les investissements publics: accès à l'énergie, à l'eau, aux technologies, à la formation, au conseil agricole et à l'encadrement des pouvoirs publics ;
- Stratégie de gestion budgétaire qui se situe dans la lignée des accords internationaux conclus avec le club de paris, des institutions de financement internationales ;
- Pas d'arriérés de paiement vis-à-vis des opérateurs économiques locaux, pas de dette intérieure pour permettre aux opérateurs locaux de vivre correctement ;
- Une grande réactivité dans le paiement des partenaires à travers des procédures standardisées et qui seront connues de tous pour limiter les obstacles et autres ralentissements pénalisant pour les opérateurs économiques notamment locaux ;
- Une gestion dynamique de la trésorerie de l'Etat qui anticipe les besoins et qui lisse les entrées pour maintenir en constance une équivalence entre les ressources et les emplois limitant les pénuries de ressources.

Niveau régional et communautaire

- Critères de convergences UEMOA et CEDEAO : obtenir une inflexion du critère relatif à l'inflation (5%) et une baisse de celui relatif à l'endettement (30%) pour améliorer la solidité financière des Etats et la qualité de leur signature, ajouter un critère sur le déficit public (3% du PIB) car celui-ci est l'un des postes d'alimentation négative de l'endettement, augmenter le taux de la masse salariale sur les recettes fiscales de 35 à 40% pour donner plus de possibilité aux Etats à distribuer du pouvoir d'achat, augmenter le taux de pression fiscale à 20% pour encourager les Etats à faire des efforts de recouvrement et d'amélioration fiscale ;
- La question des réserves de la BCEAO (Plus de 3000 milliards de FCFA) sera abordée pour que l'excédent dont on dispose soit plus orienté vers des investissements productifs et donc vers la possibilité de créer de la valeur ;
- Le Franc CFA : maintenir les exigences de gestion et aller vers un cours qui sera plus indexé sur plusieurs monnaies, envisager à terme une monnaie unique Ouest Africaine avec la convergence des deux zones monétaires (UEMOA et ZMAO) ;
- Soutien à l'économie plutôt qu'à la lutte contre l'inflation : astreindre la banque centrale à privilégier la croissance à l'inflation, d'assouplir ses règles et d'accompagner les institutions de financement vers plus d'intervention au bénéfice de l'économie ;
- Investissements structurants à soutenir à l'échelle de la Région ou du continent : dans le domaine de l'énergie, promouvoir l'interconnexion des Etats de la CEDEAO à travers les réseaux de l'OMVS et de l'OMVG ainsi que le projet du WAPP ;
- Prendre la tête d'initiatives sous régionales d'investissement dans :
 - o La maîtrise de l'eau pour l'agriculture (1 million d'hectares sur 10 ans pour 7 milliards de dollars soit environ 3 000 milliards de FCFA),
 - o L'interconnexions des réseaux électroniques par la fibre optique pour 1 milliards de dollars soit 450 milliards de FCFA sur cinq ans,
 - o L'initiative de généralisation de l'énergie solaire par l'installation d'une capacité de production d'au moins 1000 MW (3 milliards d'Euros environ) qui servirait d'appoint aux consommations des pays et qui consacrerait l'orientation définitive de la région vers cette technologie avec un transfert de capacité et un renforcement de nos capacités de production régionale (formation, équipement...).
- Prendre la tête d'initiatives sous régionales d'investissement financées par l'utilisation des ressources excédentaires des banques centrales auprès du trésor public français ou par un emprunt régional garanti par les banques centrales auprès de panels de financiers (pays du golf, chine, Amérique latine...) et exploitées dans le cadre du partenariat public – privé (création de sociétés régionales d'exploitation).

12 POLITIQUES ECONOMIQUES DE SOUTIEN ET DE PROMOTION

Financement de l'économie

- Multiplier et diversifier la création de structures de micro crédits et faciliter l'obtention des prêts auprès d'eux en soutenant les initiatives locales de collaboration entre les acteurs économiques, les collectivités territoriales et les institutions de financement ;
- Mieux mobiliser l'épargne nationale en encourageant la bancarisation et l'ouverture de comptes dans les institutions de micro crédit et de micro assurance : faire passer le taux de bancarisation de 10 à 20% en 5 ans pour lever au moins 500 milliards de FCFA destinés à financer l'économie ;
- Mieux accompagner la connexion entre les institutions de micro crédit, les banques et les réseaux internationaux de financement pour assurer une couverture optimale de la population en structures d'épargne et de crédit, drainer les ressources de la diaspora vers le pays ;
- Soutenir le développement de la protection sociale avec une extension significative de la couverture vers l'ensemble des couches de la société. Ce sera une avancée sociale significative mais également un moyen de collecter l'épargne domestique pour financer les projets, infrastructures, activités structurantes...On va s'inspirer de l'exemple sénégalais de mise en place de mutuelles sur base de professions, de lieux de vie...On va également envisager de travailler avec les artisans, les commerçants détaillants, les organisations féminines, associations...et les collectivités territoriales pour les amener à mettre en place en leur sein des dispositifs de collecte de fond et de gestion de sécurité sociale qui remplaceraient progressivement les milliers d'initiatives plus ou moins informelles qu'ils ont. Ce système auquel il faut donner un cadre légal avec une connexion avec les institutions formelles de prévoyance sociale permettra d'éviter la mauvaise gestion, les détournements et les crises récurrentes pour instituer un véritable système de prévoyance sociale tout en collectant de l'épargne nationale supplémentaire orientée vers des investissements, la création de richesse, le financement des initiatives publiques ;
- Veiller à l'amélioration des structures des acteurs financiers (banque, assurance, institution de micro crédit) dans la ligne des règles prudentielles ;
- Favoriser la création d'Institutions financières orientées vers la garantie des prêts et les investissements publics et privés ;
- Renforcer et assainir le secteur des Assurances et de la protection sociale vers une bonne couverture des sinistres, une indemnisation rapide et ;
- Encourager la mise en place de structures de micro assurance et de soutien à la protection sociale des petites bourses afin de mobiliser l'épargne publique populaire.

Environnement des affaires

- Reformes pour améliorer l'environnement des affaires : Poursuivre les efforts de l'Etat avec l'objectif de faire progresser le Mali dans le classement DOING BUSINESS de 4 places par an pendant cinq ans ;
- Faire adhérer le pays à toutes les initiatives internationales en matière d'amélioration des affaires, de transparence (ITIE, Kimberley...) ;
- Reformes pour aider les petites et moyennes entreprises à travers l'initiative « entreprenant » de l'OHADA consistant à identifier les entrepreneurs (artisans, commerçants), à les faire accéder aux marchés publics, aux financements publics, simplifier leurs procédures...
- Lutte contre la corruption et promotion de la transparence pour faire en sorte que les acteurs économiques aient confiance en l'Etat et en ses procédures, obtenir la neutralité des agents publics et leur engagement à accélérer tous les processus administratifs, de paiements...

Soutien aux économies locales

- Promotion à la culture et à l'artisanat : accroître l'accès des artisans aux marchés en rapport avec les collectivités locales (acquisition de bien par les acteurs publics, foires et marchés d'artisanat, expositions permanentes de produits artisans ...) ;
- Maison des artisans: 500 millions de FCFA pour la relance de l'artisanat dans les communes de 300 000 Hts avec un chiffre d'affaires annuel d'au moins 1 milliards de FCFA ;
- Promotion de la culture et de l'artisanat par une fiscalité adaptée et incitative et sous l'égide des collectivités territoriales ;
- Promotion de la culture et de l'artisanat par la promotion d'un dispositif de financement adapté qui facilitera l'accès aux équipements et donc soutiendra la création de richesse et le progrès ;
- Détaillants dans les marchés: 600 millions de FCFA de prêt permettant à 3000 personnes de sortir de la pauvreté et d'accroître leurs affaires à travers des prêts individuels autour de 200 000 FCFA (taux de remboursement de 90%) qui rendront ce fond revolving pouvant bénéficier à plusieurs autres milliers d'opérateurs économiques ;
- Améliorer de manière significative le niveau de formalisation de l'économie : création de centres de gestion agréés, travailler avec les communes, arrondissements, cercles et régions pour constituer progressivement une base de contribuables du secteur informel, simplifier et réduire de manière significative les contraintes des acteurs, promouvoir le dialogue entre l'administration et les acteurs à travers leurs organisations, faciliter leur organisation et les soutenir dans cette optique, renforcer leurs capacités, mieux les intégrer au sein des dispositifs de financement, les amener progressivement vers le formel à travers les marchés publics...

Investissements structurants

- Promotion de l'industrie minière et développement de filières verticales (plusieurs segments de l'activité minière autour d'un ou de plusieurs gisements miniers comme l'orpaillage ou encore la bijouterie) ou horizontales (développement économique autour de la mine par la promotion de plusieurs activités hydro agricoles, agro industrielles, des services dans la région minière) pour que les investissements miniers en plus de revenus financiers pour l'Etat et les collectivités soient accompagnés d'une amorce de progrès socio économique dans les zones minières ;
- Les investissements routiers reliant les zones de production et les zones de consommation des principaux produits de consommation (riz, légumes, poissons...) : améliorer les pistes dans la zone de l'office, dans la zone CMDT et faire en sorte que toutes les villes de plus de 5000 habitants soient desservies par une piste praticable : multiplier le budget de l'entretien routier par deux en augmentant la redevance routière de manière conséquente et en instaurant une plus forte sanction pécuniaire des infractions routières ;
- Etendre le projet urbain et le projet d'appui aux commerçants détaillants par un investissement plus important en équipements marchands : au moins 10 milliards de FCFA par an ;
- Restructurer la filière cotonnière vers une plus grande intégration même avec la présence du secteur privé : l'encadrement des paysans est à mieux assurer, le suivi des itinéraires techniques également pour une production de qualité ;
- Investissement énergétique accru pour faire baisser le coût du kilowattheure à 60 FCFA sur l'ensemble du réseau (contre 110 FCFA en 2010) : capacité installée à porter à 700 MW au lieu de 470 aujourd'hui pendant le mandat en misant sur les barrages, le solaire et quelques centrales thermiques à fioul lourd.

Sauvetage de l'industrie malienne

L'objectif est de maintenir la part de l'industrie, notamment manufacturier dans le PIB (5%) et de la porter à 10% d'ici la fin du mandat. Cela aura un impact en terme de ressources publiques et d'emplois. Ce résultat sera plus facilement atteint si on avance vers la mise en œuvre rapide de la politique industrielle du Mali. Nous accompagnerons cette action par certaines actions spécifiques :

- Appliquer un taux de TVA réduit de 10% sur les produits manufacturés localement ainsi que sur leurs matières premières afin de rendre lesdits produits plus compétitifs ;
- L'accompagnement de la suppression de l'Acompte sur Divers Impôts et Taxe (ADIT) pour les entreprises identifiables et les contribuables réguliers permettant de soulager leur trésorerie afin de la rendre rapidement effective;
- L'opérationnalisation du fonds d'investissement et de garantie du secteur et son intégration dans le dispositif bancaire sous la gestion paritaire de l'Etat et des entrepreneurs ;
- La réforme de la taxe sur les activités financières (TAF) pour l'approcher de la TVA avec sa déductibilité pour les entrepreneurs;
- La lutte contre la fraude et la concurrence déloyale à travers la redynamisation des structures techniques impliquées, le renforcement de la rétribution des agents de lutte et avec la collaboration des industriels pourraient permettre d'assainir le marché et contribuer à la relance des unités de production;

- L'application du Tarif Extérieur Commun (TEC) aux produits originaires de l'UEMOA et de la CEDEAO qui bénéficient de l'agrément d'une manière anormale (moins de 30% de valeur ajoutée UEMOA/CEDEAO) en attendant l'introduction d'une requête à la commission chargée de la concurrence au sein de ces Institutions pour une révision de l'acte additionnel relatif aux produits d'origine et la mise en place d'une taxe de 20% entre les pays côtiers et les pays de l'hinterland ;
- L'application rigoureuse de la valeur de référence des produits non originaires de l'UEMOA ou de la CEDEAO et leur taxation appropriée permettant de réaliser des recettes au moins équivalentes à la réforme de la TAF et la baisse de la TVA;
- Le changement de la catégorie tarifaire des emballages et autres matières entrant dans la fabrication des produits industriels locaux afin d'encourager la consommation des emballages locales ;
- La promotion des industries innovantes et des filières industrielles avec la participation plus ou moins significatives de l'Etat pour renforcer le système avant de laisser totalement la place aux privés ;
- L'aménagement diligente des zones industrielles en vue de faciliter la création des industries tout en réduisant leurs coûts d'installation (électrification, réseaux de télécommunication, adduction d'eau...);
- L'interdiction de l'attribution de parcelles à usage d'habitation et annulation systématique de celles qui sont déjà attribuées dans les zones industrielles, implication des industriels dans le processus de cession des parcelles à usage industriel pour éviter les acquisitions à des fins spéculatives ;
- Faire bénéficier aux industries manufacturières les mêmes avantages que les industries minières en matière de tarification électrique grâce à l'accroissement de la capacité de production du pays.

Soutien aux entrepreneurs maliens et aux gisements de croissance

- Mieux mettre en évidence les entrepreneurs maliens, ceux qui créent de la valeur ajoutée, les industriels notamment, mieux les protéger et mieux les accompagner vers l'accès aux marchés publics ;
- Promotion de la culture et de l'artisanat par le soutien aux entrepreneurs culturels, à l'édification de véritables industries culturelles jetant les bases de la production de masse qui rendra accessible les produits culturels au grand public national : organisation des artisans en coopératives, GIE pour la production ou la vente, orientation des capitaux privés nationaux vers ce secteur ;
- Promouvoir les industries culturelles, bien organiser les festivals et les classer, renforcer le brassage culturel entre les régions maliennes, accentuer les rencontres culturelles inter états africains, aider les acteurs culturels à participer à toutes les activités culturelles organisées à travers le monde ou l'Afrique ;
- Accélérer la lutte contre la fraude et la contrebande en renforçant la législation répressive, en donnant plus de moyens aux douaniers, aux forces de répression et alourdir de manière significative la sanction contre toutes les fraudes et toutes les contrebandes.

II UNE POLITIQUE BUDGETAIRE EFFICACE

21 REGLES ET PRINCIPES MAJEURS

Notre politique budgétaire se fera à la lumière de certains principes majeurs dont une partie est rappelée dans le paragraphe précédent. Ces principes allient la responsabilité (prise en compte des options de base de la préparation du budget de 2012 et des engagements internationaux du pays) avec le volontarisme qui doit nous permettre de contenir nos déficits tout en engageant des initiatives qui devraient relancer le pays sur le chemin d'une croissance économique saine :

1. Respect des principaux critères de convergence de l'UEMOA et de la CEDEAO pour nous permettre de mieux défendre les réformes proposées (un peu plus d'inflation, un peu moins de déficit, un endettement contenu, une marge de manœuvre plus grande en matière salariale) ;
2. Endettement productif vers un effet de levier : maintien d'un ratio bas d'endettement normal et faire en sorte que tout endettement excédant ce ratio (entre 25 et 30% du PIB) soit orienté vers les investissements : une marge de manœuvre d'endettement d'environ 300 milliards de FCFA à orienter vers des investissements productifs dans les équipements marchands, la télécommunication, l'énergie notamment le solaire ;
3. Orthodoxie budgétaire et de la comptabilité publique : le budget d'Etat, les budgets des collectivités publiques seront les seuls cadres de la gestion financière publique ; ils seront complétés par les tableaux de flux (TOFE) et autres comptes annexes ; forte implication du parlement qui sera associée et information plus régulière et plus transparente des populations à travers les sites internet, les conférences de presse et autres rencontres thématiques et publiques ; une comptabilité exhaustive et rigoureuse avec une bonne implication des agents publics et une forte utilisation de l'informatique pour une plus grande absorption des ressources publiques notamment dans la catégorie des investissements publics ;
4. Contrôle systématique pour faire des économies : des corps de contrôles motivés, des procédures simplifiées et rapides, un contrôle systématique de l'exécution des budgets et des performances des ordonnateurs et des comptables pour une réalisation pertinente et rapide des prévisions, conformément aux règles ;
5. Orientation des projets et programmes actuels avec les structures associées (PAGAM, CARFIP,...) vers la mise en œuvre des règles énoncées ci dessus, une codification exhaustive des dépenses publiques, une amélioration de la gestion des finances publiques de l'Etat et des collectivités, une transparence accrue dans le circuit de la dépenses publique à travers le dispositif des marchés publics notamment.

22 DES RECETTES ACCRUES

L'objectif est d'accroître le taux de pression fiscale de deux points chaque année et donc de dégager sur la période 2012 – 2013 un gain de deux points du PIB, soit en PIB constante 110 milliards d'augmentation sur cette période et 183 milliards de FCFA en PIB courant tenant compte du taux de croissance de 2013. Avec cette politique volontariste qui va nous permettre d'atteindre 20% de pression fiscale au bout de quatre ans de mandat, nous dégagerons ainsi plus de 500 milliards de FCFA de recettes fiscales en portant à 1378 milliards de FCFA les recettes propres de l'Etat contre 875 milliards de FCFA attendus en 2012. Cette somme sera utilisée pour faire face aux dépenses prévues dans notre programme pour une part et maintenir le déficit à des niveaux supportables d'autre part.

La performance fiscale sera réalisée aux moyens de certaines mesures significatives dont les principales sont les suivantes :

- Recettes fiscales internes : Elles sont constituées des recettes fiscales directes et indirectes (TVA, Impôt sur les sociétés, impôt sur les revenus fonciers et sur les valeurs immobilières, la plus value immobilière, ...), nous nous concentrerons sur ces recettes qui représentent environ 58% des ressources fiscales en apportant des mesures de correction :
 - Renforcement des effectifs, des systèmes et des procédures de gestion fiscale, interconnexion de toutes les administrations et fixation des objectifs plus contraignants, systématisation de la taxation sur les signes de richesse ;
 - Abandon de la baisse de l'impôt sur les sociétés et maintien des 35% de même que celle de l'impôt sur les revenus fonciers ;
 - Meilleure gestion de la TVA à travers une plus grande identification des contribuables et des opérations taxables et augmentation des droits d'accises sur les produits concernés (alcool, tabacs, lingots d'or...).
- Recettes de porte : Elles concernent principalement les recettes douanières et la TVA perçues au cordon douanier, à ce niveau nous allons renforcer les moyens de la douane, généraliser l'informatique et les systèmes électroniques et accroître les contrôles dans un cadre de fixation des objectifs de recette :
 - Le renforcement du Programme de Vérification des Importations (PVI) à travers l'application systématique des pénalités et la réconciliation des attestations de vérification avec les déclarations;
 - Le renforcement et la systématisation du scanning des marchandises importées ;
- Recettes des domaines et du capital : Ce sont les recettes domaniales et celles provenant d'entreprises publiques :
 - Un meilleur suivi des distributions de dividendes à travers la sensibilisation des organes délibérants des entreprises concernées et la formation des cadres de l'administration des domaines ;
 - Instauration d'une gestion durable du foncier et un recouvrement des recettes qui en découlent ;
 - Cession d'une part substantielle du patrimoine public mobilier et immobilier.

- Recettes des collectivités territoriales : Ce sont des recettes collectées par l'Etat et transférées aux collectivités territoriales :
 - Accroissement des efforts sur la patente avec l'objectif de doubler les recettes en trois ans par une meilleure identification des contribuables et des objectifs plus ambitieux fixés aux centres des impôts et aux deux sous directions (grande entreprise et moyenne entreprise) ;
 - Systématisation de la taxe sur la richesse foncière : potentiel de 10 milliards de FCFA à Bamako et limitation de la spéculation foncière ;
 - Accroissement de la marge de manœuvre des collectivités à mettre en place des systèmes de financement innovant en partenariat avec les acteurs socio économiques de leurs ressorts orientés vers l'investissement ;
 - Simplification de la fiscalité des artisans et des très petites entreprises à travers une collaboration avec leurs organisations professionnelles : potentiel de 26 milliards de FCFA dont 10% pour les organisations professionnelles permettant de les faire fonctionner et de pleinement jouer leur rôle et le solde pour les collectivités, cela fera ainsi pour une collectivité comme la commune IV de Bamako une augmentation de 50% de son budget de fonctionnement de quoi lui permettre de réaliser des infrastructures appréciables.

Notre action en matière de recettes fiscales portera sur la consolidation de nombreuses initiales en cours de suivi. Nous les accélérerons et les porterons à un niveau jamais égalé dans le pays pour rendre l'administration plus efficace en terme d'identification de la matière taxable et de recouvrement, en améliorant la situation des agents et en récompensant de manière sensible les agents performants ;

Nous allons nous employer à accroître la mobilisation des recettes du budget spécial des investissements par une meilleure organisation des administrations, le renforcement de leurs capacités de collecte des ressources extérieures, l'amélioration de nos relations avec les partenaires extérieurs et notre ferme intention à obtenir l'aide budgétaire directe, la généralisation de l'appui programme utilisant les structures pérennes de l'Etat dans la droite ligne du protocole de Paris. Notre objectif est d'atteindre en cinq ans de mandat un taux de mobilisation des ressources du BSI de 75% contre 52% actuellement ce qui amènerait à l'Etat et donc au pays des financements supplémentaires d'environ 75 milliards de FCFA sur une année en franc constant et environ 375 milliards de FCFA sur le mandat. Nous nous emploierons à maintenir environ la moitié de ces ressources sous forme de subvention, ce qui est synonyme de possibilité de financement supplémentaire gratuit pour près de 190 milliards de FCFA sur le mandat.

23 GUERRE CONTRE LE GASPILLAGE ET PRIORITE AUX INVESTISSEMENTS

Les charges budgétaires de notre pays sont globalement situées à un niveau acceptable pour le pays. Cependant des efforts significatifs doivent être faits dans certaines directions pour éradiquer le gaspillage, créer un esprit d'économie dans l'administration et aux niveaux des régies de dépenses et accroître ainsi la rentabilité de toutes les dépenses consenties.

- Nous allons réaliser des gains de 7% sur les dépenses courantes en proportion des recettes propres, ce qui permettra de dégager par exemple 2 milliards de FCFA en 2012 – 2013 pour l'énergie et les télécommunications ;
- Nous allons faire de même avec les dépenses générales relatives aux transferts, subventions et autres affectations de l'Etat dont le montant est de 300 milliards de FCFA et correspondent à des dépenses de frais de scolarité, de bourses, de soins, de subventions intrants, de subventions aux établissements publics... Notre objectif est de rationaliser ces dépenses, d'accroître la transparence sur leur exécution, de mutualiser des charges et de renforcer le contrôle de la moralisation de leur versement avec le but de réaliser une baisse de 5% par année ce qui dégagera environ 15 milliards de FCFA au moins chaque année, de quoi faire face à la moitié de l'augmentation des salaires de 10% pour l'ensemble des agents publics que nous proposons pour améliorer le sort des agents publics;
- Nous allons aussi orienter les efforts vers les dépenses de capital (apurement de passif, indemnisation des expropriations...) qui devront également décroître d'au moins 2% chaque année dégageant environ 1 milliard de FCFA d'économie sur une année ;
- Maintient du niveau d'investissement sur le budget national (200 milliards de FCFA par an) notamment dans la maîtrise de l'eau qui sera priorisé ;
- La rationalisation des achats, une plus grande transparence dans l'exécution des dépenses publiques, la promotion de la concurrence, le soutien aux productions locales dans les domaines de l'ameublement notamment, la réduction du faste des cérémonies publiques, la systématisation du principe de l'indemnisation plutôt que la mise à disposition de biens, la diminution des voyages et missions ainsi que de leurs conditions d'exécution, ...devraient permettre de réduire les dépenses publiques avec un objectif de 1% d'économie qui sera fixé par rapport au budget de 2012 et qui devrait dégager environ 10 milliards de FCFA chaque année ;

La Chasse au gaspillage a pour objectif de dégraisser l'administration de son embonpoint de confort et d'habitudes négatives qui favorisent l'immobilisme et entretient la persistance de pratiques néfastes. Cela pour créer un état d'esprit d'économie, de sacrifice et améliorer la productivité des services publics au bénéfice des usagers tout en dégagant des ressources.

Les ressources humaines seront privilégiées avec le maintien des recrutements aux niveaux poursuivis actuellement par l'Etat (environ 4000 agents au niveau des forces armées et de sécurité, un millier dans l'enseignement, environ 400 dans la santé et 400 dans la justice et certains autres corps) pour remplacer les départs et améliorer la couverture du pays par les services publics. Nous nous inscrirons parallèlement dans une démarche d'amélioration forte de la rémunération des agents publics et de leurs conditions de travail.

L'essentiel des économies sera redistribué sous forme de rémunération aux agents à qui il sera demandé de faire des efforts de productivité qui rendront notre administration plus rapide, plus disponible, plus accessible et donc plus efficace. L'impact en terme de gain de temps pour l'économiste et pour le pays sera considérable et facilitera le progrès socio économique de la nation malienne, notre objectif de tous les instants.